

Direction de santé publique

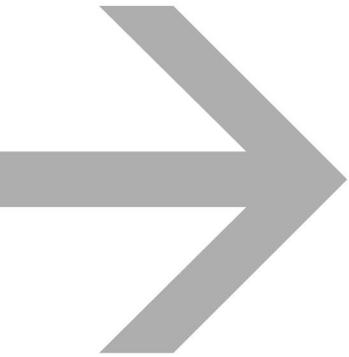
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Événement de partage local-régional du 19 avril 2011 sur les résultats de la recherche

Mobilisation des acteurs et transformation des services à la
petite enfance : Évaluation des retombées de l'Enquête sur
la maturité scolaire des enfants montréalais

GARDER
notre monde
ENSANTÉ

Québec 



Direction de santé publique

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Événement de partage local-régional du 19 avril 2011 sur les résultats de la recherche

Mobilisation des acteurs et transformation des services à
la petite enfance : Évaluation des retombées de l'Enquête
sur la maturité scolaire des enfants montréalais

Angèle Bilodeau
Isabelle Laurin
Nadia Giguère
Anouk Lebel
Sherri Lynn Bisset
Geneviève Audet

2011

GARDER
notre monde
ENSANTÉ

*Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal*

Québec 

Une réalisation des secteurs Tout-petits — Jeunes et Enseignement et recherche
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514 528-2400
www.dsp.santemontreal.qc.ca

Équipe de recherche

Angèle Bilodeau PhD¹⁻²⁻⁵ et Isabelle Laurin PhD¹⁻³, chercheuses principales
Louise Potvin PhD², Yves Couturier PhD³, Geneviève Audet PhD⁴⁻⁵,
Sherri Lynn Bisset PhD¹⁻⁶, co-chercheurs
Anouk Lebel MSc.,¹⁻², Nadia Giguère Ph.D.¹⁻², professionnelles de recherche

- 1- Direction de santé publique de l'ASSS de Montréal
- 2- Département de Médecine sociale et préventive, Université de Montréal
- 3- Département de service social, Université de Sherbrooke
- 4- Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques, Université de Montréal
- 5- Centre de recherche du CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville-St-Laurent
- 6- Département de nutrition, Université de Montréal

Remerciements

Cette recherche est financée par les Instituts de recherche en santé du Canada (#105259, 2010-2012). L'équipe de recherche tient à remercier les répondants des six CSSS et les membres du *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* pour leur participation à la collecte des données, sans quoi cette recherche n'aurait pu avoir lieu. Enfin, merci au secteur Information de la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal pour la mise en forme et l'édition de ce document.

© Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (2011)
Tous droits réservés

ISBN 978-2-89673-097-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-89673-098-8 (version PDF)
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2011

Prix : 8.00 \$

Mot du directeur

Le présent projet de recherche est codirigé par les chercheuses Angèle Bilodeau et Isabelle Laurin, et vise à documenter la planification collective de l'intervention dans les suites de *l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais*, publiée en février 2008, et de *l'Initiative des sommets sur la maturité scolaire* l'ayant suivie. Lors d'un premier événement de partage au printemps 2011 dans le cadre du projet de recherche « *Mobilisation des acteurs et transformation des services à la petite enfance : Évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais* », les représentants des CSSS participants ainsi que le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* se sont rencontrés afin d'échanger sur les premiers résultats d'analyse.

Cette rencontre a suscité des échanges et des réflexions d'une grande pertinence. C'est pourquoi nous avons voulu en partager le contenu avec tous les acteurs mobilisés dans les suites de *l'Initiative des sommets sur la maturité scolaire*. Ce document comprend les présentations lors de l'événement, de même que le texte les accompagnant, ainsi qu'un résumé des propos tenus par les participants.

Bonne lecture !

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Lessard', written in a cursive style.

Richard Lessard, M.D.

Résumé

Le 19 avril dernier avait lieu un premier événement de partage dans le cadre du projet de recherche « *Mobilisation des acteurs et transformation des services à la petite enfance : Évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais* ». Six CSSS (Bordeaux-Cartierville – St-Laurent, Dorval-Lachine-LaSalle, Saint-Léonard et St-Michel, Ouest-de-l'Île, Ahuntsic et Montréal-Nord, Sud-Ouest – Verdun) ainsi que le *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* participent à ce projet. Lors de l'événement de partage, deux représentants de ces territoires locaux ainsi que trois membres du Comité régional ont été invités à prendre connaissance des premiers résultats de l'analyse. L'objectif de l'événement était de valider auprès des participants les premiers résultats de la recherche, portant principalement sur la période présommet montréalais (2008-2009), et réfléchir sur les dimensions pertinentes à documenter dans les suites de la recherche.

Table des matières

Avant-propos	1
1- Cadre théorique et sources de données	3
2- Résultats.....	5
Réseaux d'acteurs régionaux	5
Processus décisionnel régional : transformation des enjeux et controverses.....	7
Arrimage local - régional.....	15
Les sommets locaux et leurs suites	21
Saint-Laurent	21
LaSalle.....	23
Pierrefonds	24
Saint-Michel	26
Verdun	28
Ahuntsic.....	29
3- Discussion générale.....	33

Liste des acronymes

AHGQC :	Association des haltes-garderies communautaires du Québec
AMIS :	Approche multidisciplinaire intégrée en stimulation
ASSS :	Agence de la santé et des services sociaux
AQCPE :	Association québécoise des centres de la petite enfance
CARI :	Centre d'aide aux réfugiés et immigrants
CASIOPE :	Centre d'aide et de soutien aux intervenants et organismes en petite enfance
CLSC :	Centre local de services communautaires
COSSL :	Comité des organismes sociaux de St-Laurent
CRÉ :	Conférence régionale des élus
CSDM :	Commission scolaire de Montréal
CSSS :	Centre de santé et des services sociaux
DSP :	Direction de santé publique
ÉLÉ :	Éveil à la lecture et à l'écriture
FLAC :	Fondation Lucie et André Chagnon
FQOCF :	Fédération québécoise des organismes communautaires famille
IÉP :	Intervention éducative précoce
IMPDE :	Instrument de mesure du développement de la petite enfance
MELS :	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MESS :	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFA :	Ministère de la Famille et des Aînés
MICC :	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MSSS :	Ministère de la Santé et des Services sociaux
ODILE :	Outil pour le développement intégré du langage chez l'enfant
RCPEÎM :	Regroupement des centres de la petite enfance de l'Île de Montréal
ROCFM :	Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal
SIPPE :	Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité

Avant-propos

Au cours des 15 dernières années, l'investissement de l'État québécois à l'égard de la petite enfance (de la naissance à 5 ans) a été important. Le Québec s'est doté de politiques sociales en ciblant particulièrement les milieux des services de garde, de l'éducation et de la santé. Notons les *Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité* (SIPPE), déployés sur tout le territoire québécois, l'implantation des maternelles 4 ans dans les écoles québécoises défavorisées et une politique de services de garde universels à l'enfance mise en place en 1997. Notons aussi le large éventail d'activités, de ressources et de services rendus accessibles aux familles par le réseau des organismes communautaires famille.

Ce déploiement de mesures visant à soutenir le développement des enfants mobilise une multiplicité d'acteurs de différentes sphères de la société et interpelle les décideurs quant à leur efficacité. C'est pourquoi, dans le cadre de son mandat de lutte aux inégalités sociales de santé et de promotion du développement de l'enfant, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (DSP-ASSSM) rendait publique en 2008 l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais* (DSP, 2008), réalisée dans les 12 territoires de CSSS montréalais, et lançait l'*Initiative des sommets sur la maturité scolaire*. La DSP suivait en cela le mouvement pancanadien en faveur du développement des enfants initié en 1999 par le Centre Offord (McMaster University, Ontario) en partenariat avec *Comprendre la petite enfance*¹, une initiative à base communautaire en promotion de la santé visant la transformation des milieux de vie, des ressources et des services par la mobilisation de réseaux d'acteurs.

L'*Initiative des sommets montréalais sur la maturité scolaire* a été enclenchée en février 2008 pour donner suite aux résultats de l'*Enquête*. Elle a mobilisé la participation des différents acteurs concernés par le développement des enfants au sein des 29 communautés locales montréalaises (territoires de CLSC). Elle mobilise également un comité régional intersectoriel, le Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant.

Malgré les différentes initiatives ayant eu cours à ce jour au Canada dans la foulée de *Comprendre la petite enfance*, très peu d'études documentent les processus de changement engendrés par ces enquêtes. C'est pourquoi la présente recherche a été initiée afin de documenter comment un rapport d'enquête sociosanitaire, en l'occurrence l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais*, peut entraîner une mobilisation des acteurs et une amélioration des ressources et des services à la petite enfance dans les communautés.

Six CSSS ainsi que le Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant participent à ce projet. La recherche a retenu six territoires locaux de CLSC en vertu, à la fois, de leur pourcentage et de leur nombre élevé d'enfants vulnérables, selon les données de l'*Enquête*. Lors de l'événement de partage, deux représentants de chacun de ces territoires locaux ainsi que trois membres du Comité régional ont été invités à prendre connaissance des premiers résultats de l'analyse du processus décisionnel collectif. L'objectif de l'événement était de valider auprès des participants les premiers résultats de la recherche, portant principalement sur la période présommet montréalais (2008-2009), et réfléchir sur les dimensions pertinentes à

¹ Janus M., Brinkman S., Duku E., Hertzman C., Santos R., Sayers M., Schroeder J., Walsh C. (2007). *The Early Development Instrument: A Population-based Measure for Communities. A Handbook on Development, Properties, and Use*. Hamilton (ON): Offord Centre for child studies. 48 p.

documenter dans les suites de la recherche. Les précisions et commentaires des participants lors de cet événement de partage sont présentés dans des encadrés à la suite de la présentation de chaque section des résultats.

Montréal, 19 avril 2011

Événement de partage local-régional
sur les résultats de la recherche

**Mobilisation des acteurs et transformation
des services à la petite enfance :**
**Évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants
montréalais**

Période 2008-2009 (présommet montréalais de mai 2009)

Équipe de recherche:

Angèle Bilodeau PhD^{1,2,5} & Isabelle Laurin PhD^{1,3}, chercheuses principales
Louise Potvin PhD², Yves Couturier PhD³,
Geneviève Audet PhD^{4,5}, Sherri Bisset PhD^{1,6}, co-chercheurs
Anouk Lebel MSc¹⁻², Nadia Giguère PhD¹⁻²,
professionnelles de recherche

**Financement
IRSC 2009-2011**

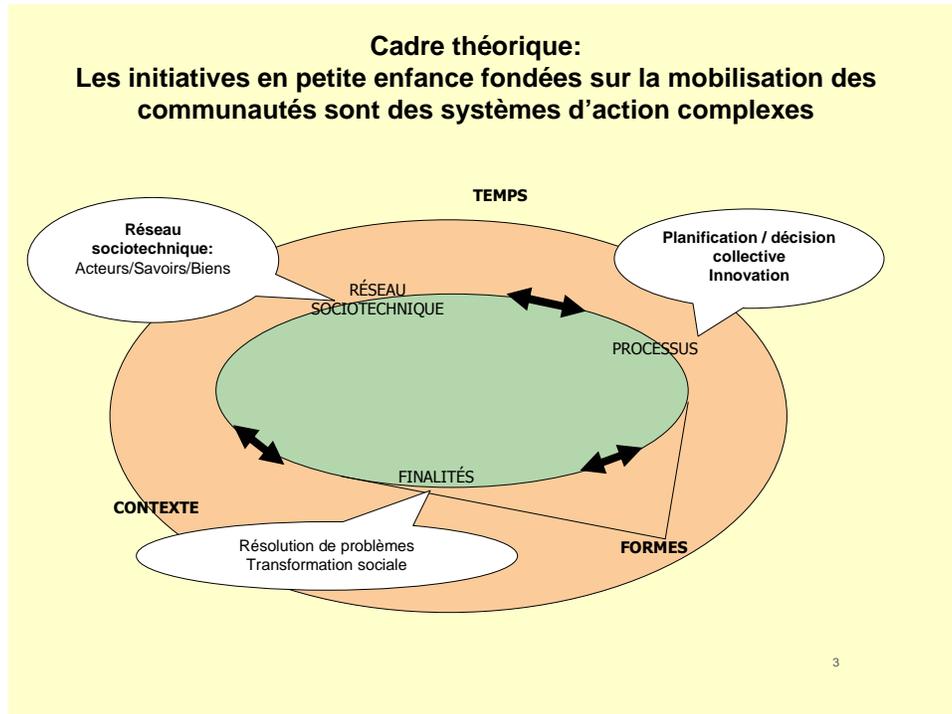
- 1- Direction de santé publique de l'ASSS de Montréal
- 2- Département de Médecine sociale et préventive, Université de Montréal
- 3- Département de service social, Université de Sherbrooke
- 4- Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques, Université de Montréal
- 5- Centre de recherche du CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville-St-Laurent
- 6- Département de nutrition, Université de Montréal



Plan de la présentation

- Cadre théorique et sources de données;
- Réseau d'acteurs régionaux;
- Processus décisionnel régional: transformation des enjeux et controverses;
- Arrimage local-régional;
- Sommets locaux et leurs suites:
 - St-Laurent
 - LaSalle
 - Pierrefonds
 - St-Michel
 - Verdun
 - Ahuntsic
- Discussion générale parmi les participants.

1 - Cadre théorique et sources de données



Cette recherche porte sur les retombées de l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais* au plan de la mobilisation des acteurs et de l'organisation des services en petite enfance à Montréal. Dans ce projet, nous nous intéressons au processus décisionnel collectif, à savoir, comment les réseaux d'acteurs du système d'action montréalais en petite enfance s'engagent-ils dans un processus décisionnel pour atteindre des finalités collectives. Plus précisément, la recherche focalise sur les suites et retombées de l'*Enquête* (DSP, 2008) et de l'*Initiative des sommets montréalais sur la maturité scolaire* enclenchée en mai 2008 pour y donner suite. Nous portons une attention particulière aux acteurs en présence : ceux qui s'ajoutent, ceux qui se retirent, de même que les partenariats qui se créent. Nous nous attardons aux façons de travailler ensemble de ces différents acteurs, à leurs réflexions, aux débats ou controverses qui sont au centre de leur processus décisionnel collectif, aux alignements qu'ils choisissent de prendre. Nous documentons les divers usages des données de l'*Enquête* et des événements liés aux sommets régional et locaux. Finalement, nous nous demandons quelles sont les retombées de cette enquête et de cette mobilisation sur les services en petite enfance.

Sources de données

- Documents administratifs du Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant;
- Documents administratifs des 6 territoires ciblés (Ahuntsic, LaSalle, Pierrefonds, St-Laurent, St-Michel, Verdun);
- 9 entrevues avec des acteurs régionaux impliqués dans l'organisation du Sommet montréalais;
- Entrevues avec les organisateurs des 6 sommets locaux;
- Observations.

Pour répondre à ces questions, nous avons recours à plusieurs sources de données, tant au palier régional que local : des documents administratifs, des entrevues, des notes d'observations.

Mise en garde : Les résultats livrés ici sont les premiers résultats de recherche couvrant la période 2008-2009. La recension et l'analyse des données pour la phase postsommet 2009-2011 n'étant pas terminées, il est important de noter que les informations concernant les retombées de la démarche des sommets sont incomplètes. Elles fournissent tout de même un aperçu des retombées aux paliers local et régional.

2 - Résultats

Réseaux d'acteurs régionaux



L'état de la concertation en petite enfance au palier régional avant la publication des données de l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais* était embryonnaire. En 2006, lors d'un colloque organisé par 1,2,3 GO!, les participants ont lancé un message aux bailleurs de fonds : « *Arrimez-vous, arrêtez de travailler en silo!* ». Suite à ce colloque, un comité régional se met en place. Il s'agit du *Comité technique sur la mobilisation des communautés et le développement des tout-petits, des enfants et des jeunes*, qui a comme mandat principal l'arrimage régional. Ce comité de partenaires régionaux, tous des bailleurs de fonds, est composé de la DSP, Centraide, 1,2,3 GO!, Québec Enfants, la FLAC², Québec en forme et Boscoville 2000. Ce mandat d'arrimage leur paraît cependant difficile à réaliser puisqu'ils ne perçoivent pas disposer d'un objet spécifique autour duquel réellement s'arrimer.

En 2008, la DSP veut profiter de la sortie imminente de l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais* pour donner un nouveau souffle à ce comité. Ces résultats offrent en effet un terrain fertile autour duquel travailler des arrimages. Ainsi, avant la publication de l'*Enquête*, un comité embryonnaire se rencontre à quelques reprises³. Il se donne un mandat en continuité avec celui du comité technique, soit l'arrimage des bailleurs de fonds ainsi que le développement d'une stratégie d'influence politique.

² Fondation Lucie et André Chagnon.

³ Boscoville 2000 ne fait alors plus partie de ce comité.

Suite à la publication des résultats de l'*Enquête*, d'autres acteurs sont invités à se joindre à la concertation en petite enfance : les CSSS, le MFA⁴, le ROCFM⁵ et le RCPEÎM⁶. Le comité se donne un nom : *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant*. Son mandat se modifie alors : il comprend l'appropriation des données de l'*Enquête*, incluant la réflexion autour des enjeux qu'elle soulève, ainsi que la préparation du Sommet montréalais de mai 2009 et le soutien au palier local pour la tenue des sommets locaux, ce qui comprend l'arrimage local-régional. L'objectif d'arrimage des bailleurs de fonds est donc mis de côté parce que les membres du comité ne sont dorénavant plus seulement des bailleurs de fonds.

À sa première rencontre officielle, le Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant décide d'inviter le MELS⁷ et les commissions scolaires. La Ville de Montréal s'invite d'elle-même après avoir pris connaissance des résultats de l'*Enquête*. La Ville de Montréal propose alors que le MICC⁸ se joigne aussi au comité.

Le Comité régional, dans sa version présommet, est constitué d'une unité productive qui investit beaucoup d'énergie dans le contenu (c'est-à-dire le mandat et les orientations du comité, la réflexion sur certains enjeux, etc.). Nous verrons plus loin comment ils s'y sont pris. D'autres acteurs sont toutefois plus discrets :

- 1) Avant le Sommet montréalais, le milieu scolaire est plus effacé au Comité régional (tant les commissions scolaires que le MELS). Ce n'est plus le cas maintenant. Le Réseau réussite Montréal est maintenant partenaire du Comité régional.
- 2) Centraide s'attribue un rôle de facilitateur, du fait qu'elle est une organisation généraliste et que le développement de l'enfant n'est qu'un aspect de son mandat. Elle laisse le travail de contenu à ceux dont la mission est centrée sur le développement de l'enfant. Plutôt que de défendre une position spécifique, elle pose des actions pour rallier les partenaires à une vision commune (téléphones en coulisse, propositions rassembleuses, etc.).
- 3) Chaque organisation compte deux représentants siégeant au Comité régional, sauf la FLAC, Québec en forme et Québec Enfants qui disposent d'un représentant chacun, puisque ces trois acteurs représentent le secteur de la philanthropie privée reliée à la FLAC. Au cours de la démarche, Québec Enfants et 1,2,3 GO! annonceront leur regroupement en une seule instance qui sera alors représentée au Comité régional. L'instance formée par ce regroupement, qui sera ultérieurement nommée Avenir d'enfants, deviendra alors la seule instance de la FLAC représentée au Comité régional. La FLAC, pour sa part, se retirera du Comité régional. Lors de la période présommet, le futur de Québec Enfants et de 1,2,3 GO! n'était pas encore défini. Le *Fonds pour le développement des jeunes enfants* a été annoncé, mais le projet de loi 7 n'est pas sanctionné. Il y a des interrogations et des critiques au sujet du partenariat public-privé, et une commission parlementaire est alors en cours. Dans ce contexte, ces acteurs philanthropiques se font discrets dans leurs interventions au Comité régional.

En somme, le Comité régional s'est construit sur la base d'un noyau de partenaires ayant vécu ensemble l'expérience de la concertation depuis 2006. L'arrivée de nouveaux partenaires en trois séquences successives (sur une période d'environ un an) modifie leur mandat, qui lors de la période 2008-2009 se concentre principalement sur la démarche des sommets.

⁴ Ministère de la Famille et des Aînés.

⁵ Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal.

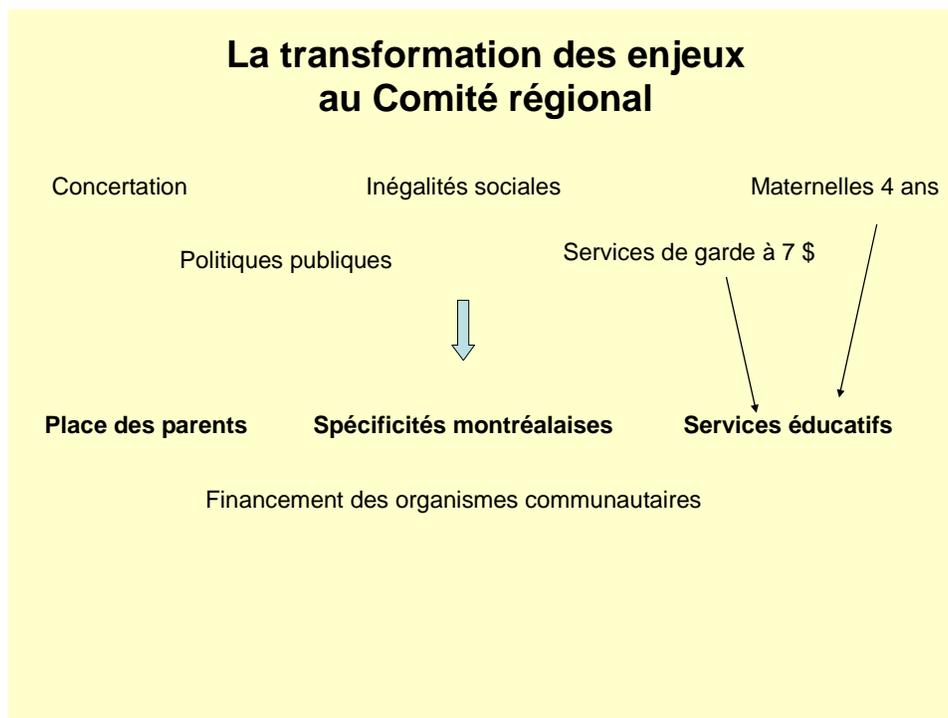
⁶ Regroupement des centres de la petite enfance de l'Île de Montréal.

⁷ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

⁸ Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

On notera également que lors de la période postsommet, de nouveaux partenaires se joindront au Comité régional, soit, tel que mentionné ci-haut, le Réseau réussite Montréal, mais aussi la CRÉ-famille⁹. Le ROCFM, pour sa part, se retirera du Comité régional¹⁰.

Processus décisionnel régional : transformation des enjeux et controverses



Cinq enjeux sont soulevés dans l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais*, à l'égard desquels les acteurs du palier régional sont invités à se prononcer, puisque ces derniers sont liés de près aux lieux de décision. Ces cinq enjeux issus de l'*Enquête* sont :

- 1) La concertation (ou la complémentarité des actions);
- 2) Les politiques publiques (plutôt que l'action sur les déterminants individuels);
- 3) Les inégalités sociales (ou les conditions de vie des familles);
- 4) L'accessibilité et la qualité des places en services de garde;
- 5) Le développement des maternelles 4 ans.

Au départ, le Comité régional souhaite organiser une journée de réflexion avec les acteurs régionaux et locaux sur chacun de ces enjeux. En plus de ces cinq enjeux de départ, d'autres enjeux seront aussi amenés par les acteurs du Comité régional. Certains apparaîtront primordiaux au groupe de partenaires, d'autres non. Le Comité ne disposant pas d'assez de temps pour les aborder tous, certains seront priorisés. Pour chacun de ces enjeux, abordés ou non au Comité régional, nous précisons les deux aspects suivants : D'où origine cet enjeu? Comment a-t-il été traité jusqu'à maintenant par le Comité régional?

⁹ Conférence régionale des élus.

¹⁰ Le ROCFM s'est retiré du Comité régional à quelques semaines du Sommet régional, pour le réintégrer à l'automne 2009, puis s'en retirer de nouveau en mars 2011.

Premièrement, le Comité régional décide d'aborder l'enjeu de la place des parents. 1,2,3 GO! défend cette idée et veut donner aux parents une place au Sommet montréalais. Il y a consensus sur la priorité à accorder à cet enjeu. Une première journée thématique sur la place des parents est donc organisée. Elle s'avère suffisamment riche de contenu pour mener à la formation d'un sous-comité de travail qui recensera les besoins et préoccupations des parents à partir des données dont disposent le RCPEÎM, la DSP, le ROCFM et 1,2,3 GO!. Les travaux et les réflexions de ce comité influenceront la programmation du sommet montréalais : on invitera les parents comme panélistes, on soulignera aussi leur présence par une vidéo. Aussi, lors des ateliers, on invitera les participants à réfléchir aux moyens à déployer pour mieux rejoindre et accompagner les familles.

Pour la deuxième journée de réflexion thématique, c'est la Ville de Montréal qui amène l'idée de l'organiser autour de l'enjeu des spécificités montréalaises (c'est-à-dire les enjeux démographiques, la diversité ethnique, la mobilité de la population, la pauvreté). La Ville défend cet enjeu, car elle est préoccupée par la répartition équitable des ressources en petite enfance entre les régions du Québec, entre autres en ce qui concerne les 400 millions annoncés dans le budget du gouvernement du Québec en 2008. Les partenaires partagent cette préoccupation et la Ville ira donc de l'avant pour approfondir la réflexion sur les spécificités montréalaises lors d'une deuxième journée thématique. L'enjeu sera aussi abordé lors du Sommet montréalais à travers les questions soumises aux participants portant sur les défis liés à la mobilité et à la mixité de la population, de même qu'à travers la question plus spécifique du panier commun de services.

Une troisième journée thématique sera organisée sur les services éducatifs. La journée sera cette fois réservée aux partenaires régionaux afin qu'ils puissent s'informer mutuellement sur leurs structures et leurs programmes. Le RCPEÎM, le MFA et le MELS présenteront aux autres partenaires les programmes et les portraits des services qu'ils dispensent. Cependant, les enjeux de l'accessibilité et de la qualité des places en services de garde et du développement des maternelles 4 ans ne sont pas abordés de front lors de cette journée thématique. Au palier régional (comme au palier local), on évite de trancher en faveur d'une approche ou l'autre. Le Comité régional préfère consolider la concertation plutôt que de créer des divisions en abordant ce sujet, qu'il considère, de toute façon, hors de son contrôle puisque le moratoire sur le développement des maternelles 4 ans est toujours en cours. Le Comité régional conclura plutôt à la nécessité de ressources pour chacun des acteurs oeuvrant en petite enfance, permettant d'inclure également les revendications du milieu communautaire. Ce troisième enjeu se retrouvera dans la programmation du Sommet montréalais. Il sera abordé sous l'angle des défis en lien avec les ressources et services en petite enfance. Lors du Sommet montréalais, cet enjeu inclura en outre des discussions sur les services de santé et leur adéquation aux besoins de la population.

Le ROCFM tentera, tout au long de la démarche présommet, de ramener à l'ordre du jour le problème du financement de base des organismes communautaires. Même si cet enjeu se trouve inclus dans celui, plus large, de la nécessité de ressources en petite enfance, le ROCFM demeure insatisfait et tente de le ramener comme un enjeu spécifique. Il explique que le financement qui se profile pour les projets en petite enfance provient de programmes exigeant des actions concertées et ne répond donc pas à la nécessité de financer la mission de base des organismes communautaires. Cette revendication ne trouvera cependant pas d'appui concret au Comité régional, les membres considérant ne pas avoir les leviers nécessaires pour faire avancer ce dossier.

Ce sont donc trois enjeux (la place des parents, les spécificités montréalaises et les services éducatifs) qui seront approfondis grâce aux journées thématiques et qui donneront lieu à des documents mis à la disposition des partenaires locaux pour soutenir leur réflexion.

En ce qui concerne les trois autres enjeux mis en relief dans le rapport de l'*Enquête* (concertation, politiques publiques, inégalités sociales), ils seront reportés ou écartés. Outre la contrainte de temps, l'enjeu de la concertation sera paradoxalement écarté au nom du maintien de la concertation, qui est fragile et en pleine construction. Pour certains acteurs, la création même d'une instance régionale s'intéressant à la petite enfance est une avancée. La concertation et la complémentarité entre partenaires se construiront au fur et à mesure que les acteurs apprendront à se connaître. Pour d'autres, il aurait été primordial d'aborder les théories de la concertation et de parler ouvertement des rapports de pouvoir en jeu, du mode de fonctionnement de la concertation et de la prise de décisions. La plupart s'entendent cependant sur le fait que ce genre de discussion aurait mis en péril la concertation.

Les enjeux des politiques publiques et des inégalités sociales sont achevés et nous verrons plus loin, en discutant des controverses, pourquoi ils ont été mis de côté dans la période présommet. Mentionnons tout de même qu'en ce qui concerne spécifiquement les politiques publiques, l'enjeu est reporté au nom du maintien de la concertation, car interpellé un acteur du Comité sur une politique du ministère où il travaille et sur laquelle il n'a possiblement aucune prise risquerait de fragiliser la concertation émergente.

En somme, quatre enjeux issus du rapport de l'*Enquête* sont mis de côté pour la période présommet (concertation, politiques publiques, inégalités sociales, maternelles 4 ans); deux nouveaux enjeux émergeront du Comité régional et auront une portée jusqu'au Sommet montréalais (la place des parents et les spécificités montréalaises); un enjeu du rapport de l'*Enquête* (l'accessibilité et la qualité des services de garde) sera reformulé pour se fondre dans l'enjeu plus large des services éducatifs; et finalement, l'enjeu du financement de base des organismes communautaires sera proposé, mais ne trouvera pas d'appui au Comité régional. Les deux tableaux qui suivent résument comment le Comité régional a traité chacun de ces enjeux émergents et issus de l'*Enquête*.

La transformation des enjeux au Comité régional

Enjeux issus de l'enquête	Traitement de l'enjeu
Concertation	Écarté en vertu du maintien de la concertation
Politiques publiques	Reporté en vertu du maintien de la concertation
Inégalités sociales	Reporté afin de circonscrire l'action
Services de garde à 7 \$	Intégré à l'enjeu des services éducatifs
Maternelles 4 ans	Écarté en vertu du maintien de la concertation

La transformation des enjeux au Comité régional

Enjeux émergents (origine)	Traitement de l'enjeu
Place des parents (Centre 1,2,3 GO!)	Journée thématique, groupe de travail, présence de parents au sommet, caucus « comment rejoindre et accompagner les parents ».
Spécificités montréalaises (Ville de Montréal)	Journée thématique, groupe de travail, caucus « comment faire face à la mobilité et la mixité de la population ».
Services éducatifs (RCPEÎM, MELS, MFA)	Journée thématique, groupe de travail, caucus « comment soutenir le passage à l'école ».
Financement des OC (ROCFM)	Intégré à l'enjeu plus large des services éducatifs (ressources nécessaires pour tous les acteurs en petite enfance).

Encadré 1
Précisions des participants sur ces résultats

Lors de l'événement de partage du 19 avril 2011, les participants ont amené les précisions suivantes sur les enjeux.

- 1) Le thème de la concertation a été abordé au Comité régional dans la période postsommet et les membres se sont entendus sur une méthode de prise de décision par consensus.
- 2) Une journée thématique sur le fonctionnement des organismes communautaires a aussi eu lieu, lors de laquelle le ROCFM n'a pas insisté tant sur le financement de base que sur la gouvernance et la réalité quotidienne des organismes communautaires. Les membres du Comité régional précisent qu'ils reconnaissent le problème de financement de base des organismes communautaires, mais qu'il y a une limite à leur pouvoir d'agir puisqu'il s'agit d'un enjeu national. Néanmoins, en fonction de son pouvoir d'agir, le Comité régional a tout de même décidé de revendiquer plus de ressources en petite enfance pour les quartiers plus vulnérables.
- 3) Le Comité régional avait volontairement écarté pour la première année de concertation les sujets de discord afin de travailler sur les dossiers faisant consensus. Ils ont misé sur le « quoi faire ensemble » dans le respect des missions de chacun.

**Des controverses qui habitent
le processus décisionnel collectif**

Controverse	Arguments	Traitement
1. De la maturité scolaire au développement global de l'enfant	Enjeu plus large que la préparation à l'école	Controverse résolue par une définition plus englobante
2. Délimitation du champ d'action	Conditions de vie et politiques publiques versus développement de l'enfant	Ralliement présommet: se centrer sur l'enfant et sa famille
3. Pratiques prometteuses	Modèle expert versus valorisation des pratiques locales	Consensus sur la valorisation des pratiques locales

Outre les enjeux qui mobilisent les acteurs, certaines controverses habitent également le processus décisionnel collectif du Comité régional.

1) De la maturité scolaire au développement global de l'enfant

Une controverse émerge autour du vocable « maturité scolaire ». Les membres du Comité régional sont au courant que ce terme est un irritant pour certains acteurs. Les médias ont associé la vulnérabilité des enfants sur le plan de la maturité scolaire au vocable « pas prêt pour l'école », ce qui confronte entre autres les intervenants en petite enfance qui y voient une remise en question de la qualité de leur travail. Plusieurs acteurs expriment en outre que ce vocable peut signifier qu'on cherche à « formater » les enfants pour l'école. L'école, de son côté, dit accueillir tous les enfants dans leur différence. Le Comité régional est conscient de ces irritants, et souhaite donc cerner la problématique de façon plus large. Les partenaires s'entendent pour parler plutôt de développement global de l'enfant, ce qui implique davantage que la préparation à l'école. Cela fait mieux écho à la mission de chacun des acteurs. et reflète bien la préoccupation des parents qui s'intéressent au développement de l'enfant en soi, et non pas dans un objectif de préparation scolaire. Au Comité régional, on verra donc le vocabulaire se modifier entre la sortie du rapport de l'*Enquête* et le Sommet montréalais, passant de la « maturité scolaire » au « développement global de l'enfant ». Le passage à l'école est identifié comme une priorité (parmi d'autres, dont le partage des pratiques et la nécessité de rejoindre les familles), mais l'expression « maturité scolaire » est quasiment évacuée au Comité régional, hormis pour les activités de veilles scientifiques. Cette controverse a donc trouvé une issue dans une définition plus englobante du développement de l'enfant, qui convient mieux à l'ensemble des partenaires.

2) Délimitation du champ d'action

La controverse autour du champ d'action du Comité régional est étroitement liée à ce changement de vocabulaire. Parler de développement global de l'enfant, arguent certains, c'est parler des conditions de vie des familles, des inégalités sociales, c'est aussi commander une action sur les politiques publiques (soit les enjeux mentionnés dans le rapport de l'*Enquête* et écartés pour les journées de réflexion thématiques). La DSP défendra pour sa part l'idée que le Comité régional doit se concentrer sur le développement de l'enfant plutôt que de s'attaquer à des enjeux plus larges (tels que le transport, le logement, l'emploi des parents, la sécurité alimentaire, etc.). Pour intéresser des bailleurs de fonds et des décideurs à la cause et pour maintenir l'intérêt des partenaires, la DSP argue que le Comité doit avoir un objectif précis et une clientèle bien ciblée. En plus de mieux circonscrire le champ d'action du Comité régional, cela doit permettre que le Sommet montréalais, dont la DSP est imputable, ait lieu dans les délais prescrits. Les partenaires se rallieront à la DSP afin que le Sommet ait lieu selon l'échéancier prévu, mais aussi parce qu'ils trouvent difficile d'agir concrètement sur les conditions de vie des familles et sur les politiques publiques. Le Comité régional s'entend sur le fait qu'il doit centrer ses efforts sur l'enfant de 0-5 ans et sa famille. L'enfant doit être au cœur des préoccupations, et la question des conditions de vie des familles est ainsi reportée à après le Sommet montréalais. Pour la période présommet, les acteurs se rallient donc à l'idée qu'ils doivent se centrer sur le développement de l'enfant. Cette controverse est alors mise en veilleuse pour des considérations pratiques, mais n'est pas réellement débattue.

3) Les pratiques prometteuses

Une troisième controverse émerge autour des pratiques prometteuses. Le terme « best practices », qui évoque des réalités diverses et largement indéfinies, est un irritant pour plusieurs acteurs. À cet égard, lors de la journée thématique sur la place des parents, les acteurs locaux ont envoyé un message clair au palier régional: le local veut des évaluations qualitatives et non pas des évaluations chiffrées sur le rendement. Mais que signifie le terme « best practices », « meilleures pratiques » ou « initiatives prometteuses » pour les différents acteurs? Le fait est que le terme revêt chez les acteurs diverses significations et qu'il a une utilité différente pour chacun. Les « best practices » réfèrent souvent à des programmes qui ont fait leurs preuves, tels que documentés dans les écrits scientifiques, mais qui ne sont généralement pas des initiatives locales. Les gestionnaires et bailleurs de fonds voient là une façon de définir des critères précis pour déterminer des programmes à mettre en place ou des initiatives à financer. Même lorsqu'il s'agit d'initiatives locales qu'on souhaite documenter, des critères sont nécessaires afin d'éviter l'arbitraire des décisions. Du côté des intervenants, on souhaite échanger sur ses bons coups, apprendre des autres territoires, être reconnu lorsqu'une initiative locale a du succès aux yeux de la communauté (et non pas en fonction de critères choisis par des gestionnaires). Dans ce contexte, un document sur les initiatives prometteuses de la DSP¹¹ diffusé à quelques semaines du Sommet montréalais, entraîne un bris de communication parmi les acteurs. Bien que ce document soit une initiative de la DSP, on l'associe d'emblée au Comité régional. Des acteurs régionaux sont insatisfaits d'y être faussement associés et des acteurs locaux craignent de se faire imposer un modèle unique, ou de subir une perte d'autonomie organisationnelle avant même d'avoir été entendus au Sommet montréalais. Il faut aussi se rappeler qu'à ce moment de la démarche, la mission d'Avenir d'enfants, nouveau joueur en petite enfance, n'est pas encore bien définie et les acteurs ne savent donc pas à quoi s'attendre, ce qui ajoute à la crainte de se voir imposer un modèle en petite enfance. La diffusion de ce document de la DSP contribue à alimenter l'idée selon laquelle le palier régional est déconnecté du palier local. Cette controverse, qui demeurera non débattue, fera néanmoins émerger un consensus au sein du Comité régional, à savoir que la valorisation des pratiques locales doit prévaloir sur le modèle expert.

¹¹ Direction de santé publique-Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. *Un guide pour soutenir la réflexion et... mieux faire grandir les tout-petits*. France McKenzie; 2009

Encadré 2

Précisions des participants sur ces résultats

Lors de l'événement de partage du 19 avril 2011, les participants ont apporté les précisions suivantes sur ces controverses.

- 1) La première controverse autour du vocable « maturité scolaire » fut plus ou moins une controverse puisque les partenaires s'entendirent très rapidement sur l'idée de laisser ce terme de côté. Les acteurs régionaux tiennent d'ailleurs à nuancer le concept de « controverse ». Il s'agit plutôt de cultures différentes qui se rencontrent. Il y a donc des ajustements à faire, mais qui ne se font pas dans la tension.
- 2) Sur la deuxième controverse, l'existence de la CRÉ-famille, une autre instance régionale qui s'intéresse de plus près à l'enjeu des conditions de vie des familles, a aussi influencé le fait que le Comité régional se soit concentré sur le développement de l'enfant.
- 3) Sur la controverse entourant les pratiques prometteuses, les participants issus des territoires locaux précisent que c'est plutôt le moment et la façon dont le document de la DSP sur les pratiques prometteuses a été diffusé qui ont créé de la confusion. Il ne s'agit pas pour eux de rejeter toutes les « meilleures pratiques ». Au contraire, ils demandent à ce qu'elles leur soient présentées, car elles peuvent servir d'inspiration. Seulement, le processus d'appropriation est crucial. Ils mentionnent que la diffusion de ce type de document devrait être accompagnée d'une présentation (conférence) afin que les partenaires puissent s'approprier le contenu et mieux comprendre le contexte dans lequel le document est produit. En outre, les partenaires ont déploré le fait que certaines pratiques subissaient un effet de mode, au détriment d'initiatives existantes ayant du succès dans les territoires et qui mériteraient d'être davantage soutenues.

Les participants ont aussi identifié deux controverses supplémentaires :

- 1) Une controverse autour de l'approche universelle (visant toute la population), versus ciblée (visant des sous-groupes de la population à partir de critères sociodémographiques ou sociosanitaires), a teinté la démarche présommet et n'est toujours pas résolue au Comité régional.
- 2) Une controverse autour de l'arrimage des bailleurs de fonds comme mandat du Comité régional réémerge épisodiquement et est à chaque fois mise de côté.

Arrimage local-régional

L'arrimage local-régional L'Initiative des sommets

Attentes locales	Réalisations intersectorielles régionales	Réalisations sectorielles régionales
<ul style="list-style-type: none">• Porter sa voix;• Synthétiser les revendications locales.	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place de la concertation;• Traitement des enjeux locaux;• Journées thématiques;• Sommet montréalais: voix locale et plus-value régionale.	<ul style="list-style-type: none">• Soutien logistique (DSP);• Mobilisation des réseaux sectoriels;• Présence dans les sommets locaux.

Les partenaires impliqués dans la démarche des sommets au palier local ont des attentes envers le Comité régional organisateur du sommet montréalais. Premièrement, ils souhaitent faire entendre leur voix lors de cet événement. Les acteurs des territoires locaux se sont mobilisés pour la tenue des sommets locaux, ils ont esquissé des pistes de solution et souhaitent être entendus. Deuxièmement, comme on leur a demandé de rédiger trois bannières ou pistes de solution à l'intention du palier régional, ils attendent des organisateurs du Sommet montréalais qu'ils fassent une synthèse des revendications locales et qu'ils s'engagent dans ce sens. À cet égard, le Sommet montréalais ne satisfait pas leurs attentes. Une telle synthèse n'est pas réalisée et aucune action concrète n'est prévue pour répondre à leurs besoins ou préoccupations. En même temps, les acteurs locaux se disent soulagés qu'il n'y ait pas d'annonce de nouveaux programmes qui seraient implantés de façon descendante (top-down) sinon, à quoi aurait servi toute cette mobilisation si les choses étaient déterminées à l'avance? Cette position des acteurs locaux comporte à première vue un certain paradoxe entre l'attente d'engagements et la crainte d'un cadre régional, paradoxe que le dialogue régional-local n'a pas permis d'élucider.

En ce qui concerne les actions intersectorielles régionales présommet, le Comité régional doit d'abord mettre en place la concertation. Au contraire de plusieurs territoires locaux qui ont tablé sur des concertations déjà existantes pour organiser le sommet local, la concertation régionale se met en place alors que l'Initiative des sommets est déjà annoncée. De nouveaux partenaires se joignent au noyau initial de bailleurs de fonds regroupés dans le comité technique né en 2006. Les acteurs doivent apprendre à se connaître et être au fait de leurs préoccupations et intérêts respectifs, mais doivent aussi prendre leur place dans la concertation afin de ne pas laisser la DSP prendre seule les décisions concernant l'organisation du Sommet régional.

De son côté, la DSP a un événement à tenir au printemps 2009, le Sommet montréalais, qu'elle doit préparer en concertation avec les acteurs régionaux en petite enfance. Un enjeu de gouvernance apparaît, qui teintera aussi la période postsommet. Mais les acteurs régionaux se rallient et acceptent d'organiser le Sommet montréalais de concert avec la DSP, à condition de se doter d'un mandat plus large après la tenue du sommet montréalais.

Le Comité régional est conscient que les acteurs locaux veulent être entendus au Sommet montréalais. Afin de tenir compte des enjeux locaux, le Comité régional : 1) assistera à une présentation des chercheurs de la DSP afin de prendre connaissance de leurs synthèses des sommets locaux (certaines de ces synthèses ne sont cependant pas encore réalisées à deux mois de l'événement régional); 2) fera une tournée locale afin de recueillir des commentaires et suggestions sur sa proposition de programmation pour le sommet montréalais; et 3) inclura des acteurs locaux sur tous les panels lors du sommet montréalais.

Comme on l'a vu plus haut, le Comité régional organise aussi des journées thématiques sur différents enjeux ayant justement pour but l'arrimage local-régional. Or, les acteurs locaux rencontrés par les chercheurs ont peu entendu parler de ces journées thématiques. Il semble que les journées thématiques aient rejoint des acteurs des CSSS n'étant pas nécessairement impliqués dans l'organisation des sommets locaux, ou alors l'information n'a pas circulé au sein des concertations locales.

Enfin, le Comité régional organise le Sommet montréalais en laissant la parole aux acteurs locaux, mais il se donne également comme mandat d'amener une plus-value régionale en abordant des enjeux régionaux qui touchent tous les territoires. Par exemple, il amène les participants à réfléchir aux services en petite enfance en considérant la mixité de la population et la mobilité des familles (20 % des ménages montréalais déménagent tous les 5 ans). Le Comité régional alimentera cette réflexion à travers l'idée d'un panier commun de services (à définir) devant être offerts dans chacun des territoires locaux. Le Comité régional va aussi alimenter une réflexion supralocale en organisant un caucus sur le rôle des partenaires régionaux. Le Comité régional pose la question suivante aux acteurs locaux: « *Quels sont les leviers régionaux et nationaux à utiliser pour une meilleure adéquation des services aux besoins des familles?* ». Les participants du palier local ne perçoivent cependant pas cette plus-value régionale au Sommet montréalais et vont plutôt exprimer une impression de déjà vu.

Du côté des réalisations présommet dites sectorielles – des réalisations des acteurs régionaux au sein de leur propre secteur et non pas issues de l'action concertée –, on constate d'abord que la DSP est responsable du soutien à l'organisation des sommets locaux. Les autres acteurs régionaux sont cependant aussi très actifs: ils mobilisent leurs réseaux respectifs afin qu'ils s'impliquent et se fassent entendre dans les sommets locaux, et assistent eux-mêmes à plusieurs de ces sommets pour être au fait des enjeux locaux. Ainsi, même si le Comité régional n'arrive pas à prendre connaissance de toutes les synthèses des sommets locaux avant le sommet montréalais, ses membres sont bien au fait des enjeux locaux par leur présence lors de ces événements.

Encadré 3 Précisions des participants sur ces résultats

Lors de l'événement de partage du 19 avril 2011, les participants du comité régional ont précisé que les journées thématiques cherchaient volontairement à rejoindre les gens des CSSS étant en position de leadership. C'était la décision du comité régional et il ne s'agit donc pas d'un raté dans l'arrimage local-régional.

L'arrimage local-régional Postsommet

Attentes locales	Réalizations intersectorielles régionales	Réalizations sectorielles régionales
<ul style="list-style-type: none"> • Politiques sociales; • Ressources supplémentaires; • Places en CPE; • Ratio prof./élèves; • IÉP; • Arrimage des bailleurs de fonds; • Financement de base; • Débloquent des dossiers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance; • Financement; • Plan stratégique; • Plateforme d'échange; • Plan d'action à venir. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de places en services de garde; • IÉP/AMIS; • Financement Avenir d'enfants; • ÉLÉ/Outil de passage; • Odyssée/Sciences on joue!/Odile; • Implication des arrondissements; • Etc.

En ce qui concerne les suites du sommet montréalais, les attentes du palier local à l'égard du palier régional, énoncées sur les bannières et redites aux chercheurs lors des entrevues, sont nombreuses :

- 1) Des politiques sociales agissant sur les conditions de vie des familles;
- 2) Un accroissement des ressources, soit des budgets de santé publique et des ressources en CSSS, mais aussi des ressources pour accroître l'offre en services de garde et adapter les services, et pour assurer l'accessibilité aux services spécialisés dans le réseau public;
- 3) Des places additionnelles en CPE;
- 4) Un abaissement des ratios professeurs/élèves à l'école;
- 5) L'extension des Interventions éducatives précoces (IÉP) à tout le territoire montréalais.

Ces actions concernent un ou plusieurs acteurs régionaux sectoriels, mais ne requièrent pas nécessairement une action intersectorielle. Cependant, le palier local demande au Comité régional, où sont rassemblés ces acteurs sectoriels, d'arrimer leurs actions. Cette demande comporte plusieurs aspects :

- 1) L'arrimage régional des bailleurs de fonds, un mandat ramené à la surface et qui avait été écarté par le Comité régional;
- 2) L'augmentation du financement sans ajout de nouveaux mécanismes d'allocation (la lourdeur administrative épuise les communautés locales);
- 3) Un financement de base plutôt que par projet;
- 4) Ne pas exiger du palier local la mise en place de nouvelles concertations pour éviter l'hyperconcertation;
- 5) Débloquent des dossiers tels que celui des haltes-garderies, qui peuvent se trouver dans une situation de double refus de financement, de la part et du MFA et d'Avenir d'enfants.

Cet arrimage régional est une demande importante des acteurs locaux qui, à leurs yeux, tarde à montrer ses effets.

Les acteurs régionaux sont conscients de leur décalage par rapport aux acteurs locaux déjà en action. L'action intersectorielle pose néanmoins des défis au Comité régional nouvellement formé, qui retardent la mise en branle de leur plan d'action. L'élaboration du plan d'action régional est retardée en raison: 1) de la mise sur pied d'un nouveau modèle de gouvernance, avec un comité de coordination; et 2) de la recherche de financement pour engager une agente de développement et mettre en oeuvre les pistes de solution énoncées lors des sommets. Ces deux points sont essentiels pour le maintien même de la concertation.

Le Comité régional travaille également sur un plan stratégique avec une vision quinquennale (2010-2015) ayant pour cibles : 1) de réduire de 5 % le taux de vulnérabilité des enfants montréalais de 0-5 ans à leur entrée à l'école; et 2) de mobiliser 75 % des communautés locales dans l'atteinte de cet objectif. Le plan d'action 2011 faisant suite à ce plan stratégique s'avère cependant long à élaborer. Considérant l'amas de solutions évoquées lors des sommets, les choix ne sont pas simples, principalement parce qu'on cherche à être au diapason avec le local et qu'on se dote à cette fin d'une méthode rigoureuse pour analyser ces diverses pistes de solutions.

En outre, il faut noter que si, en tant que tel, l'arrimage des bailleurs de fonds n'a pas lieu, l'instance intersectorielle a néanmoins le mérite de mettre en contact les différents acteurs sectoriels régionaux en petite enfance afin que ceux-ci soient au fait des actions de chacun. Le comité régional sert donc de plateforme d'échange d'informations et permet de créer des alliances sur certains dossiers.

Finalement, on remarque que plusieurs acteurs régionaux participant à la concertation ont agi dans leur propre secteur, en lien ou pas avec le rapport de l'*Enquête* et la mobilisation l'ayant suivie :

- Le MFA développe des places en services de garde;
- L'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal finance les IÉP¹² et AMIS¹³ (51 postes temps plein en petite enfance dans le réseau montréalais de la santé et des services sociaux);
- Avenir d'enfants investit 1.5 M\$ dans les concertations locales montréalaises (11 communautés) et finance des instances régionales ou interrégionales pour des activités de partage des connaissances : la Fédération québécoise des organismes communautaires famille (FQOCF) pour des formations sur les pratiques d'action communautaire autonome famille; le programme *Municipalité amie des enfants* pour agir sur l'environnement et le développement des tout-petits; l'Association des haltes-garderies communautaires du Québec (AHGCQ) pour la création d'un programme éducatif adapté aux haltes-garderies communautaires; l'Association québécoise des CPE (AQCPE) pour accompagner et soutenir les intervenants dans le but de rehausser la qualité des services éducatifs à la petite enfance;
- Le MELS, appuyé par le MFA, finance des projets ÉLÉ¹⁴;
- Le MELS, le MFA et le MSSS produisent un guide sur les outils de passage à l'école;
- Le RCPEÎM produit un guide, *Odyssée sur la maturité scolaire*¹⁵, met sur pied les ateliers *Sciences, on joue!*¹⁶ (pour le développement cognitif) et produit l'outil *Odile*¹⁷;
- La Ville de Montréal incite les arrondissements à s'impliquer dans les concertations locales en petite enfance;
- Etc.

¹² Expérimenté depuis 2005 à Montréal, le programme *Interventions éducatives précoces* (IÉP) vise à favoriser le développement optimal des enfants du point de vue cognitif et langagier, socioaffectif et psychomoteur, et de faciliter leur entrée à l'école. IÉP est une offre de services des Centres de santé et de services sociaux. Il s'adresse aux intervenants des services de garde et des organismes communautaires famille offrant un programme éducatif, qui accueillent des enfants vivant en contexte de vulnérabilité ou dont le développement inquiète. Le cadre de référence du programme précise les fondements théoriques, l'historique, les balises et les modalités d'implantation du programme et se trouve au <http://collections.banq.gc.ca/ark:/52327/bs2030404>

¹³ Approche multidisciplinaire intégrée en stimulation (AMIS) prévoit un ajout de postes en orthophonie en CSSS dans le but d'offrir des services cliniques aux enfants de 0-5 ans ayant des retards de développement, dont des services de première ligne en orthophonie. L'offre de services doit s'arrimer avec le programme IÉP.

¹⁴ Le programme d'éveil à la lecture et à l'écriture (ÉLÉ) est un programme concerté d'initiation au langage écrit pour les enfants de 0 à 5 ans. Ce programme vise à intégrer des activités d'éveil à la lecture dans les CSSS, les CPE, les bibliothèques publiques, les lieux d'éducation préscolaire et les organismes communautaires famille.

¹⁵ *Odyssée* est un projet de recherche et développement, mis en place en 2005 par l'Association québécoise des centres de la petite enfance, qui vise à stimuler l'innovation sociale dans les CPE. Son but est d'améliorer la qualité des pratiques en petite enfance en misant sur le partage des expertises développées et sur l'interaction avec les savoirs scientifiques. Dans le cadre du projet *Odyssée*, le RCPEÎM a fait une tournée de consultation et de mobilisation dans les CPE montréalais et a produit le *Petit guide pour prendre la route* sur la maturité scolaire.

¹⁶ *Sciences, on joue!* est une formation destinée aux professionnels en petite enfance oeuvrant auprès des enfants de 3-5 ans. Le but est que les professionnels puissent initier les enfants à la démarche scientifique.

¹⁷ L'*Outil pour le développement intégré du langage chez l'enfant* (ODILE) est une trousse conçue par le RCPEÎM dans le but de favoriser le développement d'habiletés langagières chez les tout-petits. Elle est composée de 45 fiches d'accompagnement en stratégies d'intervention et d'un guide d'utilisation sur cédérom. ODILE a été lancé en mars 2010. L'*Enquête* sur la maturité scolaire a motivé le projet en faisant prendre conscience au RCPEÎM qu'il existe peu d'approches pédagogiques spécifiques au développement langagier et cognitif des enfants de moins de 4 ans.

Ces actions sectorielles sont non négligeables. On remarque aussi qu'elles font écho à plusieurs des attentes locales qui ne commandent pas nécessairement une action intersectorielle. Le Comité régional a tout de même l'avantage de mettre en réseaux ces différents acteurs en petite enfance, bien que les décisions sectorielles ne relèvent pas nécessairement des acteurs de ce comité et sont des décisions politiques qui échappent à leur contrôle.

Encadré 4

Précisions des participants sur ces résultats

Lors de l'événement de partage du 19 avril 2011, les participants ont amené les précisions suivantes.

Les participants locaux ont mentionné une autre attente envers le palier régional, soit des rencontres de partage afin que les différents territoires puissent échanger entre eux.

Le MFA précise que l'enveloppe de places en services de garde était déjà attribuée par le ministère avant la diffusion de l'*Enquête*. Celle-ci a eu un impact sur la distribution des places et non pas sur le nombre de places.

Le RCPEÎM souligne que le passage à l'école faisait déjà partie du programme Accueillir la petite enfance. L'enjeu devient cependant plus populaire suite à la mobilisation.

Les sommets locaux et leurs suites

Saint-Laurent

Sommet local et ses suites St-Laurent

2 octobre 2008, 20 mars 2009

Par qui est porté le dossier?

- ◆ Comité de suivi maturité scolaire multisectoriel à l'échelle du CSSS;
- ◆ Lien avec le comité petite-enfance de la table COSSL de St-Laurent.

Aperçu des suites et retombées sur les services:

- ◆ Inventaire des ressources
- ◆ Maison de l'enfance
- ◆ Nouvelle installation CPE
- ◆ Quartier Chaméran
- ◆ ÉLÉ
- ◆ Journée « comment rejoindre »

Retombées des sommets sur la concertation:

- ◆ Consolidation de la concertation.

Par qui est porté le dossier?

Le CSSS s'est chargé de la préparation de la première phase du sommet local. Un comité organisateur intersectoriel à l'échelle du CSSS a été formé pour organiser la deuxième phase du sommet local. Suite au sommet montréalais, ce comité s'est transformé en comité de suivi du sommet local sur la maturité scolaire. L'organisatrice communautaire du CLSC St-Laurent siège à ce comité et fait les liens avec le Comité petite-enfance de la table COSSL de St-Laurent (Comité des organismes sociaux de St-Laurent).

Aperçu des suites et retombées sur les services

Le comité organisateur du sommet local a produit un inventaire (par questionnaire) des services qui sont offerts aux enfants de 0-5 ans sur le territoire. Les résultats ont été présentés aux partenaires lors du sommet local. Cet inventaire a mis en lumière deux réalités que plusieurs ignoraient :

- 1) Le territoire de St-Laurent compte davantage d'enfants vulnérables que Bordeaux-Cartierville, mais compte moins d'organismes communautaires.
- 2) Très peu d'enfants du territoire fréquentent un CPE. Le territoire compte un grand nombre de places en milieu de travail qui sont occupées par des enfants ne vivant pas dans le territoire de St-Laurent. Les enfants du territoire sont plutôt en garderie privée ou à la maison.

Le rapport de l'*Enquête* est vu comme une « bible ». Les acteurs du territoire l'utilisent comme un levier pour revendiquer des actions dans le territoire, pour lesquelles il y avait une « fin de non-recevoir » depuis plusieurs années. Par exemple, la démarche a permis au projet de la Maison de l'enfance d'être à nouveau retenu comme priorité par la communauté. Le projet consiste à regrouper sous un même toit une Maison des familles, un CPE et un Centre de pédiatrie sociale (en partenariat avec la Fondation de la pédiatrie sociale du Dr Julien). La démarche sert aussi de levier pour le développement d'une nouvelle installation en CPE à la Place Benoît, où plusieurs enfants sont vulnérables. Ce CPE offrira des places à temps plein et à temps partiel et la moitié des places sera réservée à des enfants référés par des organismes communautaires.

L'arrondissement de St-Laurent, en collaboration avec le Comité petite-enfance, donne priorité à la maturité scolaire dans un plan d'action spécifique au quartier Chameran, où la proportion d'enfants vulnérables est importante. Le plan d'action est réalisé en concertation avec une école, la bibliothèque et un organisme d'accueil et de références pour immigrants, le Centre d'aide aux réfugiés et immigrants (CARI). Le territoire a aussi été ciblé par le programme ÉLÉ et met en place un comité d'éveil à la lecture et à l'écriture. Ce comité dépose un plan d'action en avril 2010.

Le comité de suivi du sommet local sur la maturité scolaire a également tenu un deuxième forum local sur la maturité scolaire à l'automne 2010, avec l'ensemble de ses partenaires, pour présenter les actions réalisées depuis le Sommet montréalais de mai 2009 et réfléchir à la façon de rejoindre les familles les plus vulnérables.

Retombées de l'*Enquête* sur la concertation

Les acteurs du territoire de St-Laurent travaillaient déjà en concertation. Le sommet local a néanmoins amené des partenaires qui se côtoyaient peu à travailler ensemble. De nouvelles écoles se joignent à la concertation en petite enfance. Afin de mieux travailler en partenariat, les acteurs ont réalisé une planification stratégique globale en petite enfance suivie d'un plan d'action triennal.

Sommet local et ses suites

LaSalle

22 janvier 2009

Par qui est porté le dossier?

- ◆ Table petite enfance de LaSalle.

Aperçu des suites et retombées sur les services:

- ◆ Comité de travail « passage à l'école »;
- ◆ Journée de réflexion milieu scolaire/milieus de garde;
- ◆ Outil de passage à l'école;
- ◆ Comité de réflexion PPP;
- ◆ Réflexion sur la place des parents (à venir).

Retombées des sommets sur la concertation:

- ◆ Rejoindre les milieux de garde;
- ◆ Les garderies privées et les partenaires de la communauté anglophone se joignent à la concertation;
- ◆ Liens milieu scolaire/petite enfance.

Par qui est porté le dossier?

Pour le sommet local, un comité organisateur a été formé de membres du CSSS et des représentants de deux tables petite enfance du territoire. Les activités de suivi au sommet local se poursuivent maintenant à la Table petite enfance de LaSalle, où siègent des partenaires multisectoriels.

Aperçu des suites et retombées sur les services

Le sommet a été l'occasion pour le milieu scolaire d'affirmer son intention de s'impliquer avec les acteurs petite enfance dans le dossier du passage à l'école. Un comité de travail « passage à l'école » a été formé et est présentement actif. Cela a donné lieu à l'organisation d'une journée de réflexion très mobilisante en février 2010, lors de laquelle les services de garde et le milieu scolaire se sont mutuellement présenté leur programme éducatif et où CASIOPE¹⁸ a présenté son outil de passage à l'école. Dans les suites de cette journée, des formations ont été offertes et cet outil est en cours d'implantation dans les écoles.

La Table petite enfance du territoire a aussi formé un comité de réflexion sur les partenariats public-privé (PPP) dans le champ social. Un forum a été organisé à l'automne 2010 sur les nouveaux partenariats philanthropiques afin de réfléchir à la volonté et à la capacité locale à faire une demande de financement à Avenir d'enfants. Les organismes de la Table petite enfance de LaSalle ont tous eu à se prononcer sur leur engagement dans la démarche. Ils ont décidé d'aller de l'avant. À l'agenda prochainement, ils travailleront sur la place des parents et mèneront une réflexion pour les impliquer davantage au sein des tables de concertation. À cette fin, un troisième sous-comité sera mis en place.

¹⁸ Le Centre d'aide et de soutien aux intervenants et organismes en petite enfance (CASIOPE) est une entreprise en économie sociale qui, depuis janvier 2008, offre du soutien aux intervenants et organismes en petite enfance.

Retombées de l'Enquête sur la concertation

La Table petite enfance fait des efforts pour mobiliser les services de garde : on encourage les CPE, les garderies conventionnées et les garderies privées à participer au sommet local. Suite à quoi, de nouveaux partenaires se joignent à la Table petite enfance. D'abord les garderies privées (qui y ont été pendant quelques mois, mais qui n'y sont plus), ensuite des membres de la communauté anglophone (qui n'étaient pas présents au Sommet mais dont la présence à la Table est jugée essentielle) et des représentants des commissions scolaires. À noter cependant l'absence du milieu scolaire anglophone au sommet local et leur faible implication à la Table petite enfance. La mobilisation a néanmoins entraîné l'établissement d'un pont entre le milieu scolaire et celui de la petite enfance. Le milieu scolaire francophone porte un intérêt à la petite enfance qui n'était pas aussi manifeste avant.

Pierrefonds

Sommet local et ses suites Pierrefonds

15 octobre 2008, 20 mars 2009

Par qui est porté le dossier?

- ◆ Comité maturité scolaire de la Table de concertation enfance-famille de l'Ouest-de-l'Île .

Aperçu des suites et retombées sur les services:

- ◆ IÉP;
- ◆ Camp estival de préparation à l'école;
- ◆ ÉLÉ;
- ◆ Formations d'une orthophoniste sur le multiculturalisme;
- ◆ Ateliers de stimulation du langage;
- ◆ Journée de partage milieu scolaire/milieus de garde;
- ◆ Initiative « bibliothèque à chariot ».

Retombées des sommets sur la concertation:

- ◆ Mobilisation dans Pierrefonds-Est (présence de 1,2,3 GO! et des OC);
- ◆ Nouvelles alliances avec les écoles et l'arrondissement.

Par qui est porté le dossier?

Pour le sommet local qui s'est déroulé en deux phases, la direction de la santé publique du CSSS de l'Ouest-de-l'Île a été impliquée pour la première phase. Par la suite, un comité organisateur multisectoriel issu de la Table de concertation enfance-famille s'est formé pour organiser la deuxième phase. Ce comité existe toujours et assure le suivi sur la maturité scolaire. Il a néanmoins été inactif depuis septembre dernier en raison de changements majeurs au sein du CSSS.

Aperçu des suites et retombées sur les services

L'*Enquête* montre le territoire de Pierrefonds sous un autre jour, ce qui ouvre la porte à du financement supplémentaire. Le territoire de Pierrefonds est très peuplé, mais présente des taux de pauvreté et de vulnérabilité plus bas que la moyenne montréalaise. L'*Enquête* présente cependant aussi la vulnérabilité des enfants en nombres absolus, ce qui met de l'avant que le territoire compte un très grand nombre d'enfants vulnérables. Cela mène notamment à des investissements de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys et à des ressources supplémentaires dans le cadre du programme IÉP. Le territoire a aussi été ciblé par le Réseau réussite Montréal, qui a financé un camp estival de préparation à l'école afin de soutenir l'acquisition du français avant l'entrée à l'école. Le territoire a aussi été ciblé pour implanter ÉLÉ.

Plusieurs activités ciblent les problèmes de langage : deux formations sur le multiculturalisme ont été données aux intervenants par une orthophoniste. L'initiative 1,2,3 GO! a financé plusieurs séries de 10 ateliers de stimulation du langage, également offerts par une orthophoniste. Des ateliers sur le développement moteur ont aussi été financés par Québec en forme. Une journée de partage a été organisée entre deux écoles et les éducatrices des garderies environnantes afin de faciliter le passage à l'école. Un partenariat entre un centre communautaire et la bibliothèque a donné lieu à l'initiative « bibliothèque à chariot » visant à outiller les parents à faire la lecture à leurs enfants.

Retombées de l'*Enquête* sur la concertation

La Table de concertation enfance-famille de l'Ouest couvre tout l'Ouest-de-l'île, mais le noyau dur de la mobilisation sur ce territoire se trouve dans Pierrefonds-Est grâce à la présence de 1,2,3 GO! et d'organismes communautaires. Il y a moins de ressources dans le reste du territoire de Pierrefonds. Il y a eu un développement de nouvelles alliances avec les écoles ainsi qu'avec l'arrondissement, mais les acteurs en petite enfance souhaiteraient avoir plus de soutien et des liens plus forts avec la DSP. Selon eux, des ressources et du soutien de base permettraient à la communauté de mieux s'organiser pour obtenir du financement des bailleurs de fonds. L'Ouest-de-l'Île a toujours été perçu comme un territoire riche. Cependant, cette perception est erronée, car il y a beaucoup de pauvreté à Pierrefonds et très peu de services.

Saint-Michel

Sommet local et ses suites Saint-Michel

19 novembre 2008

Par qui est porté le dossier?

- ◆ Comité maturité scolaire multisectoriel de St-Michel;

Aperçu des suites et retombées sur les services :

- ◆ Confirme la pertinence des projets issus de *Comprendre la petite enfance*;
- ◆ Outil de type portfolio (via les IÉP);
- ◆ Validation des pistes d'action avec des parents;
- ◆ Exploration pour le développement d'une installation CPE dans St-Michel Est;
- ◆ Rencontre de ressourcement sur la maturité affective;
- ◆ Bonification de projets concertés en petite enfance;
- ◆ Intégration au plan triennal de la table Concert'action enfance famille

Retombées des sommets sur la concertation:

- ◆ Consolidation de la concertation;
- ◆ Mobilisation des services de garde.

Par qui est porté le dossier?

Pour le sommet local, un comité organisateur a été formé de membres du CSSS et du comité de Coordination de la table Concert'action enfance-famille. Après le sommet, le suivi s'est fait au sein de cette table. Depuis un an, un nouveau comité « maturité scolaire » porté par le CSSS a été constitué et est formé de représentants du CSSS, du communautaire, du Centre jeunesse, et de la contribution de la DSP. Ce comité approfondit la réflexion sur les données de l'*Enquête*. C'est à partir des recommandations du sommet local que le comité axe les travaux sur le domaine de la maturité affective.

Aperçu des suites et retombées sur les services

Le sommet a permis de réaffirmer la pertinence des projets issus de *Comprendre la petite enfance*, dont Femmes-Relais qui a été nommé « coup de cœur » par la communauté. Il s'agit d'un projet d'intégration des femmes immigrantes de St-Michel à travers un rôle de démarcheuse et d'interprète culturelle. Le projet Passage maison-école, qui est en place depuis 2004 dans ce quartier, s'en trouve également renforcé. Le projet est actuellement porté par le CSSS via les IÉP, en collaboration avec les milieux de garde et les écoles. Ces projets font également partie du plan triennal de la Table Concert'action enfance-famille. Dans les suites du sommet local, le comité travaille actuellement à la conception d'un outil de type portfolio.

Quelques semaines après le sommet local, le CSSS et 1,2,3 GO! ont rencontré une trentaine de parents dans le but de leur présenter le vox pop qui avait été diffusé au sommet local et de valider les propositions de travail alors identifiées.

Le CPE populaire St-Michel comptait ouvrir une 3ème installation dans le secteur Est, particulièrement vulnérable sur le plan de la maturité scolaire. Le rapport de l'*Enquête* avait révélé aux acteurs de St-Michel les besoins en services de garde dans ce secteur. Toutefois, ce projet n'a pu voir le jour.

Depuis l'année dernière, les cinq domaines de la maturité scolaire ont été intégrés dans le plan d'action triennal de la Table enfance-famille, l'offre de services des projets SIPPE – Environnements favorables et dans le bilan de la démarche de revitalisation urbaine et sociale.

Également, en plus du comité maturité scolaire, plusieurs projets concertés nouveaux ou existants ont été regroupés dans la stratégie d'action : « maturité scolaire » du plan d'action triennal de la Table Concert'action enfance-famille. On retrouve les projets suivants : Conteur nomade, Jouer c'est grandir, Petites journées d'été, séances de psychomotricité dans les écoles pour le préscolaire, Passage services de garde/écoles et maison/écoles. Il y a aussi la stratégie d'action de développer des interventions visant l'accessibilité aux services de garde.

Le 6 avril 2011, le comité maturité scolaire a convié ses partenaires en petite enfance à une rencontre de ressourcement sur le thème de la maturité affective, l'une des composantes de l'*Instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMPDE)*. Mesdames France Capuano et Christa Japel, du Département d'éducation spécialisée de l'UQÀM, et madame Danielle Guay, de la Direction de santé publique de l'ASSS de Montréal, étaient les conférencières invitées.

Retombées de l'*Enquête* sur la concertation

Les acteurs de la communauté sont mobilisés autour de la maturité scolaire depuis 2001 avec *Comprendre la petite enfance*, qui a conduit à un premier *Rendez-vous* local en novembre 2002. Une tradition s'est par la suite établie de tenir un *Rendez-vous* annuel le 3ème mercredi du mois de novembre. Le Sommet local de 2008 et la Journée sur la maturité affective se sont inscrits dans cette tradition. Le Sommet local de 2008 a mobilisé les services de garde (CPE, garderies à 7 \$, garderies privées subventionnées et non subventionnées, haltes-garderies et services de garde en milieu familial), davantage que lors des rendez-vous précédents.

Verdun

Sommet local et ses suites

Verdun

25 février 2009, 1^{er} avril 2009

Par qui est porté le dossier?

- ◆ Comité de suivi maturité scolaire interne du CLSC;
- ◆ Lien avec les différentes tables de concertation du territoire.

Aperçu des suites et retombées sur les services:

- ◆ Confirme la pertinence des actions déjà en place;
- ◆ ÉLÉ;
- ◆ Outil de passage à l'école (traduction en anglais);
- ◆ Formation « passage à l'école ».

Retombées des sommets sur la concertation:

- ◆ Retour des CPE à la Table famille;
- ◆ La Table famille consolide ses liens avec le Comité persévérance scolaire et la Table de développement social de Verdun;
- ◆ Multiplication des liens avec les écoles.

Pour le sommet local, un comité interne, encore actif, a été formé au CSSS, composé entre autres de l'organisateur communautaire en petite enfance, de l'organisateur communautaire en jeunesse, de l'organisateur communautaire siégeant à la table famille, d'une psychoéducatrice du comité passage à l'école (un sous-comité de la table persévérance scolaire), des chefs de programmes petite enfance et enfance-jeunesse et de la directrice locale de la santé publique. Les membres de ce comité siègent donc sur les différentes tables de concertation du territoire (ou leurs sous-comités) et y font des points d'information et de suivi. Ils sont aussi en contact avec la table des CPE et la table du *Anglo Family Council*. C'est néanmoins difficile pour le comité interne sur la maturité scolaire de se réunir et de faire valoir l'importance du dossier parmi les autres activités du CSSS.

Aperçu des suites et retombées sur les services

Ce territoire (à l'échelle du CSSS) a commencé à réfléchir à la maturité scolaire dès 2005, suite aux résultats d'une recherche menée par le Centre d'aide en petite enfance (précurseur de CASIOPE) auprès des enfants fréquentant les services de garde et démontrant que les enfants du territoire présentaient des vulnérabilités dans leur développement. Comme pour le territoire de St-Michel, le sommet local vient confirmer que la communauté de Verdun est déjà engagée dans le soutien au développement de l'enfant et sa préparation à l'école. Les acteurs en petite enfance avaient déjà développé l'outil de passage à l'école dans certains secteurs du CSSS et ils le développent à Verdun suite au sommet local. Verdun est aussi ciblé pour ÉLÉ, qui est animé par le sous-comité préparation à l'école du Comité en persévérance scolaire, ce qui le démarque des autres territoires où ÉLÉ est plutôt porté par les acteurs en petite enfance. Le sous-comité préparation à l'école travaille sur la traduction anglaise des outils et sur la consolidation des liens avec le milieu anglophone et les services de garde privés. Cette année, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoy et les SIPPE financent en grande partie la formation et l'impression des outils. Le financement à moyen terme demeure un défi.

Retombées de l'Enquête sur la concertation

À Verdun, les énergies en petite enfance sont dispersées dans plusieurs tables et comités et la création d'un lieu additionnel de concertation pour la maturité scolaire n'aurait été aucunement mobilisateur. La mobilisation engendrée par la démarche des sommets et ses suites a néanmoins permis de ramener les CPE à la table famille (ils n'y étaient plus). La table famille consolide aussi ses liens avec le comité persévérance scolaire et la table de développement social de Verdun. Aussi, dans les suites de la démarche, les écoles sont rejointes en grand nombre. De façon particulière à ce territoire, la poursuite de la démarche maturité scolaire est portée en grande partie par le milieu scolaire, via le comité passage à l'école. S'il y a une grande représentation des CPE et des organismes communautaires famille dans ce comité, les commissions scolaires et les écoles y sont en effet très impliquées.

Ahuntsic

Sommet local et ses suites

Ahuntsic

25 mars 2009

Par qui est porté le dossier?

- ◆ Comité de suivi maturité scolaire multisectoriel d'Ahuntsic;
- ◆ Lien avec la Table Concertation Ahuntsic petite enfance (CAPE).

Aperçu des suites et retombées sur les services:

- ◆ Activités de réflexion avec des conférenciers invités;
- ◆ Synthèse des réflexions et plan d'action;
- ◆ Intervention communautaire dans un HLM (Ville-MESS);
- ◆ Réflexion sur le passage à l'école;
- ◆ Soutien à Pause-famille dans son travail auprès des familles démunies;
- ◆ Échanges interculturels sur les conceptions du développement de l'enfant.

Retombées des sommets sur la concertation:

- ◆ Consolidation des liens services de garde/CSDM;
- ◆ Comité bureau coordonnateur/CPE.

Par qui est porté le dossier?

Pour le sommet local, un comité organisateur intersectoriel a été formé à l'échelle du territoire du CSSS. Des parents ont participé à quelques rencontres et se sont beaucoup investis dans le sommet local. Après le sommet, le suivi s'est fait par territoire de CLSC. Un sous-comité de la Table Concertation Ahuntsic Petite enfance s'est formé pour assurer le suivi du dossier maturité scolaire.

Aperçu des suites et retombées sur les services

Le comité de suivi sur la maturité scolaire s'est donné un premier plan d'action pour 2009-2010 comportant de se donner du temps pour réfléchir à ce qu'on entend par vulnérabilité des enfants et de connaître les principes efficaces pouvant guider les actions en faveur du développement des enfants. Le comité invite des conférenciers (chercheurs et spécialistes) qui abordent différents thèmes : 1) la détresse sociale des familles; 2) les parcours migratoires des familles; 3) les services de garde et les familles vulnérables; 4) l'importance du développement du langage et du bagage lexical. Au terme de cette étape de réflexion, un document synthèse rassemble l'ensemble des connaissances, savoirs et réflexions ayant été partagés au sein du comité et permettant d'avoir une meilleure compréhension des profils et dynamiques des familles vulnérables.

Le comité se dote d'un second plan d'action en 2010-2011. Le plan d'action prévoit premièrement la mise sur pied d'une intervention communautaire dans un HLM pour donner accès au monde du livre à une quinzaine de familles avec enfants de 1 à 5 ans. Le projet a reçu un financement de l'entente Ville-MESS (Ville de Montréal et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale). Deuxièmement, le plan d'action prévoit de travailler le passage services de garde-école, en mettant notamment de l'avant une expérience-pilote entre une école, un CPE et un ou deux services de garde en milieu familial rattaché au Bureau coordonnateur. Une activité avec les parents et enfants de ces services de garde serait organisée avec l'école en tenant compte du « Guide pour soutenir une première transition scolaire de qualité ». Troisièmement, le plan d'action prévoit d'appuyer l'organisme communautaire Pause-Famille dans sa demande de financement à Centraide pour une intervention visant à soutenir les familles démunies du quartier. Enfin, le plan d'action prévoit organiser des échanges interculturels sur les différentes conceptions du développement de l'enfant et de travailler la lecture interactive.

Retombées de l'Enquête sur la concertation

Les liens entre les services de garde et la Commission scolaire de Montréal sont en phase de consolidation (entre autres via le Réseau-Nord de la CSDM). Un comité du Bureau coordonnateur - CPE a été créé, qui travaille à soutenir le développement des places déjà autorisées en service de garde et à évaluer les besoins en services de garde pour un éventuel appel d'offres pour le quartier. Tous ces partenaires intersectoriels sont représentés au comité maturité scolaire.

Les retombées de l'*Enquête* et de l'*Initiative des sommets* au palier local

- ◆ Travail multisectoriel et allongement des réseaux;

- ◆ Divers usages des données de l'*Enquête*:
 - Nouveau regard sur les voisinages;
 - Soutien aux demandes de financement;
 - Soutien aux activités de réflexion.

On l'aura constaté dans les descriptions précédentes, dans les différents territoires locaux, l'*Initiative des sommets* entraîne un élargissement de la mobilisation multisectorielle (ex. : un engagement accru du milieu scolaire et du milieu des services de garde) et, en conséquence, un allongement des réseaux d'acteurs engagés en petite enfance.

Ces acteurs font divers usages des données de l'*Enquête*. Ces données amènent les acteurs à jeter un nouveau regard sur les voisinages : les données générées par voisinage mettent au jour des zones de pauvreté et de vulnérabilité sur le plan de la maturité scolaire jusque-là insoupçonnées ou peu nommées (ex. : dans Ahuntsic ou Dorval); les données sur le volume d'enfants plutôt que les seuls pourcentages d'enfants vulnérables viennent changer la sélection des zones prioritaires (ex. : dans Pierrefonds); les données sur les ressources publiques disponibles montrent que des territoires sont particulièrement sous-équipés compte tenu de leurs besoins (ex. : dans le secteur est de Saint-Michel ou dans Verdun).

Outre ce nouveau regard sur les voisinages, les données de l'*Enquête* servent aussi à soutenir des demandes de financement et à favoriser ou soutenir des activités de réflexion au sein des territoires locaux (ex. : une journée de réflexion sur la maturité affective à St-Michel, une journée de réflexion sur « comment rejoindre les parents vulnérables » à St-Laurent et divers événements ponctuant une année de réflexion à Ahuntsic).

Encadré 5

Précisions des participants sur ces résultats

Lors de l'événement de partage du 19 avril 2011, les participants ont mentionné deux autres retombées de la mobilisation :

- 1) Une sensibilité plus grande à toucher les cinq sphères de la maturité scolaire.
- 2) Une réflexion sur l'intégration des différents programmes et comités (ex. : SIPPE, Avenir d'enfants, Saines habitudes de vie, maturité scolaire, revitalisation urbaine et sociale, etc.). Les besoins sont souvent transversaux à ces différents programmes/comités, et l'enjeu de l'intégration des plans d'action doit aussi être pris en compte par les chercheurs.

On mentionne également qu'il y a des tendances dans les activités mises en place, mais qu'il serait intéressant d'étudier le montage financier des projets locaux et le processus décisionnel qui y est rattaché.

3- Discussion générale

Outre les commentaires spécifiques à la présentation des chercheurs, présentés dans les encadrés précédents, la discussion entre les participants a aussi fait émerger d'autres enjeux du processus décisionnel collectif.

Encadré 6 **Discussion générale parmi les participants**

En clôture de l'événement de partage du 19 avril 2011, les participants ont discuté des éléments suivants qui caractérisent le processus décisionnel collectif.

Les services de garde privés

Les participants soulèvent la question de la multiplication des services de garde privés, pour lesquels il leur apparaît que des compétences moindres sont exigées des éducatrices, et dans lesquels il n'y a pas de services spécialisés pour les enfants. On note aussi des lacunes au niveau de la maîtrise du français. En outre, les services de garde privés ne sont généralement pas présents aux tables de concertation en enfance-famille. Or, il faut trouver une façon de les mobiliser puisqu'ils offrent des services à une grande partie de la population.

Il est noté que le MFA n'a pas de contrôle sur le développement de garderies à crédit d'impôt (à moins d'émettre un moratoire sur leur développement). En contrepartie, les 15 000 places annoncées par le MFA sont des places à 7 \$, planifiées et soutenues par le ministère. Les partenaires locaux disent souhaiter voir se développer des places en CPE et en milieu familial, c'est-à-dire en milieu reconnu, car des services de qualité font la différence. Ils appellent le Comité régional à prendre position sur cet enjeu.

Les limites de la concertation

Depuis l'*Enquête sur la maturité scolaire*, les partenaires locaux mentionnent que l'on parle davantage du développement de l'enfant et que les acteurs en petite enfance travaillent davantage de façon concertée. Certes, on peut se pencher sur les retombées au plan de la mobilisation, mais il faut également regarder les obstacles à la transformation des services en petite enfance, qui ne relèvent pas du travail, même concerté, des acteurs locaux. Il y a présentement des choix politiques fondamentaux qui sont faits ou qui ne sont pas faits, notamment en égard aux services de garde. Il faut aussi se pencher sur l'intensité des interventions qui est un ingrédient de la qualité et de l'efficacité de tout service, une variable qui en ce moment est difficile à évaluer.

En outre, en deçà de la concertation, au sein même des établissements, des arrimages doivent être faits, par exemple, en CSSS, avec les programmes IÉP et AMIS. Le roulement du personnel est un facteur qui vient nuire à ces arrimages.

Les orientations financières

La convergence et l'arrimage des bailleurs de fonds doivent être pris en compte. Chaque territoire essaie de mener une réflexion et de proposer des services, en vertu de sources de financement qui balisent l'action. L'arrivée d'un nouveau bailleur de fonds en petite enfance a parfois comme effet de disperser les efforts dans la communauté.

Les conditions de vie des familles

Le Comité régional parle de développement de l'enfant et Avenir d'enfants cible les enfants les plus vulnérables. Travailler sur les conditions de vie des familles demeure un thème sous-investi, mais néanmoins primordial, sinon le travail est vain. En outre, la vulnérabilité des enfants n'est pas seulement présente dans les familles très pauvres, alors que les financements sont dédiés aux familles les plus pauvres (ex. : Avenir d'enfants). Pour que cette dimension des conditions de vie soit mieux prise en compte, les participants locaux suggèrent que le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale siège au Comité régional.

BON DE COMMANDE

QUANTITÉ	TITRE DE LA PUBLICATION (version imprimée)	PRIX UNITAIRE (tous frais inclus)	TOTAL
	Événement de partage local - régional du 19 avril 2011 sur les résultats de la recherche. Mobilisation des acteurs et transformation des services à la petite enfance : Évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais	8.00\$	
	NUMÉRO D'ISBN (version imprimée)		
	978-2-89673-097-1		

Nom _____

Adresse

No

Rue

App.

Ville

Code postal

Téléphone _____ Télécopieur _____

Les commandes sont payables à l'avance par chèque ou mandat-poste à l'ordre de la
Direction de santé publique de Montréal

Veillez retourner votre bon de commande à :

Centre de documentation
Direction de santé publique
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3

Pour information : 514 528-2400 poste 3646

GARDER
notre monde
EN SANTÉ

**Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal**

Québec 